

Il y a plus d'un an, mes collègues au Gouvernement et moi-même avons été gravement préoccupés par une tendance que l'on pouvait observer des deux côtés de l'Atlantique, à savoir le repliement sur eux-mêmes des Etats-Unis et du Marché commun, repliement qui laissait entrevoir le spectre de l'affrontement et de la guerre mondiale. Notre préoccupation était double; l'effondrement du système économique et les conflits commerciaux que cela entraînait avaient été en effet l'une des causes profondes de la seconde guerre mondiale; plus près de nous, un conflit sur le plan du commerce entre les Etats-Unis et le Marché commun laisserait le Canada entièrement seul, incapable d'adhérer au Marché commun pour diverses raisons dont la moindre n'est pas notre interdépendance économique avec les Etats-Unis, et peu désireux de former un Marché commun avec ces derniers, choix qui nous conduirait en très peu de temps de l'interdépendance à la dépendance absolue.

Nous avons entamé sur-le-champ une série de conversations avec les Etats-Unis, la Commission économique européenne, les Etats membres du Marché commun et les Britanniques, conversations qui se poursuivent toujours. Nous avons trouvé qu'il y avait un rôle effectif que nous pouvions jouer pour servir nos intérêts nationaux et la cause commune du monde du commerce. Nous négocions présentement avec le Marché commun afin de placer nos négociations avec lui sur une base plus systématique qui équivaldrait, si nous le pouvons, au fonctionnement des comités ministériels mixtes que nous avons avec les Etats-Unis et le Japon.

Cette initiative de notre part a eu deux bons effets. Elle nous a permis de bien représenter au Marché commun la réalité de notre position, et l'intérêt fort et légitime que nous avons à l'égard d'arrangements commerciaux aussi libéraux que possible. Je crois aussi qu'en ayant à converser avec nous, les deux parties ont été amenées, à un moment où elles étaient préoccupées par des problèmes et des priorités d'ordre interne, à penser davantage l'une à l'autre.

Le second grand changement à survenir dans le monde du commerce auquel nous appartenons a été le miracle économique du Japon. Je n'ai pas besoin de rappeler à mon auditoire que le Japon est le troisième grand partenaire commercial du Canada, après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, et que nos échanges commerciaux avec ce pays sont en expansion rapide. Le Japon est probablement le plus grand partenaire de commerce étranger de la Colombie-Britannique. Ce à quoi nous pensons moins souvent, c'est que le Japon est déjà une puissance économique régionale de première envergure, qui domine l'économie du Sud et du Sud-Est asiatiques et qui a déjà, sur le plan du commerce mondial, une influence prépondérante, susceptible de croître plutôt que de s'affaiblir.